

Penser l'identité québécoise

SÉBASTIEN MUSSI, *Le nous absent. Différence et identité québécoise*, Montréal, Liber, 2018, 129 pages

France Giroux

Volume 13, numéro 2, printemps 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90528ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Giroux, F. (2019). Compte rendu de [Penser l'identité québécoise / SÉBASTIEN MUSSI, *Le nous absent. Différence et identité québécoise*, Montréal, Liber, 2018, 129 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 13(2), 12–14.

Penser l'identité québécoise

France Giroux

Retraitée, philosophie, Collège Montmorency

SÉBASTIEN MUSSI

LE NOUS ABSENT. DIFFÉRENCE ET IDENTITÉ QUÉBÉCOISE

Montréal, Liber, 2018, 129 pages

Affirmer qu'il est pertinent aujourd'hui de parler de la question identitaire est devenu difficile. Car il est courant d'amalgamer cette question à quelque chose de négatif: l'incompréhension de l'autre, en particulier de l'immigrant, et aussi la fermeture au monde. Ce qui est susceptible d'engendrer des mouvements de colère, si ce n'est de censure. Or, précise l'auteur, «ce qui se joue dans cette tentative de se comprendre n'est ni l'affirmation péremptoire de ce qu'on croit être ni l'ouverture à un autre que finalement on ne connaît pas, mais bien une certaine urgence de plonger dans ce qui constitue notre désir de devenir» (p. 11).

Afin de réfléchir sur la formation identitaire, il suffit d'examiner un objet concret qui, en principe, y participe de manière stratégique: le programme «Éthique et culture religieuse» (ECR). On le sait, il existe un débat public sur ce programme qui a divisé les opinions et suscité des tensions. En fait, l'explication la plus fondamentale de la polarisation du débat est sans doute reliée au fait que l'esprit même du programme concerne à la fois l'identité collective et individuelle et qu'il fait appel (ou le devrait) à la mise en œuvre de la redéfinition de ses limites. Dans son essai, Sébastien Mussi incite ses lecteurs à remarquer toutefois que – tant pour les promoteurs du programme que pour ses critiques – les identités sont considérées comme des énigmes; ils commettent donc l'erreur de les laisser absentes du débat ECR, comme si la question identitaire était déjà réglée.

Pour illustrer ce manque à penser, il fait noter que rien n'y est dit sur Hector de Saint-Denys Garneau, Gaston Miron ou Hubert Aquin. Aucune référence à la littérature qui peut être ce «lieu le plus sensible dans cette constitution d'un sujet québécois» (p. 33); rien sur l'«affaire Guibord», par laquelle Robert Hébert montre la présence affirmée, en Amérique francophone, le long des rives du fleuve Saint-Laurent, «d'une philosophie moderne, non cléricale et anti-intégriste», ce qui permet d'envisager l'édification d'une philosophie québécoise (p. 84); rien sur les rapports de domination; pas un mot sur l'émigration canadienne-française en Nouvelle-Angleterre qui se chiffre à

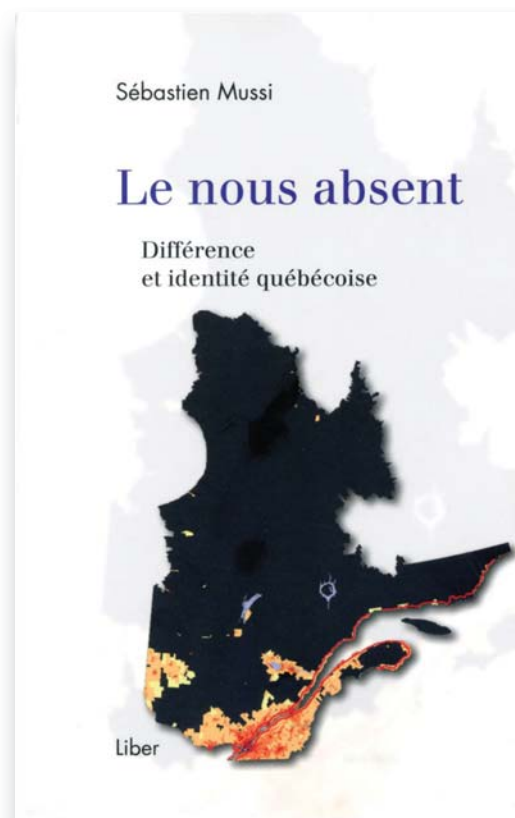
quelque 900 000 sur moins d'un siècle. Pas un mot non plus sur l'absence d'enseignement institutionnel de Descartes à cause de l'Église. Toute dimension conflictuelle est ainsi évacuée du débat. On s'y montre réfractaire à toute pédagogie sur la démocratie, comme si ce n'était pas l'existence de rapports de force et de pouvoir qui «oblige à la négociation et au fameux dialogue» (p. 47).

Avant tout, la visée du programme est de rendre possible précisément le dialogue entre identité et altérité. Toutefois, afin que dialoguent les immigrants et les Québécois de souche, il faudrait que chaque Québécois ait la conscience de qui il est et qu'il sache comment il est devenu ce qu'il est. Il est vain d'amorcer le dialogue s'il n'y a pas eu cette étape antérieure.

Il est urgent de remplacer le «nous absent» par un «nous présent» et de penser les idées-forces de notre existence, ce à quoi nous convie Sébastien Mussi, soucieux d'édifier la société qui vient. L'essai est subtil, riche, original; il possède le grand mérite d'être écrit dans une langue assez précise et, en même temps, accessible au citoyen cultivé.

Dans ce programme long puisqu'il accompagne les élèves aux niveaux primaire et secondaire, il n'existe cependant pas de moyen de se saisir de son identité; on s'efforce plutôt d'y théoriser la transformation, au Québec, de la pluralité de fait (ce qui est: les immigrants et les «souchistes») en pluralisme défini comme norme (ce qui devrait être dans toute société). De plus, ce pluralisme normatif ressemble en tout point à l'idéologie du multiculturalisme; or, le multiculturalisme, qu'ailleurs Mathieu Bock-Côté considère comme une «religion politique», est problématique sur plus d'un plan, dont, avant tout, celui de la ghettoïsation. Ce processus conduirait-il à une impasse: l'identité collective, qui permet de vivre les uns avec les autres, peut-elle se transmettre et se constituer à l'école par la médiation du programme ECR?

Faudrait-il, en revanche, revenir à l'identité collective définie par la culture religieuse catholique? Ce que proposent certains critiques du programme. Aucun des deux termes de cette alternative n'est satisfaisant, puisque tous deux sont partiels et biaisés. La religion catholique majoritaire n'a jamais suffi à définir



l'identité québécoise; pour comprendre cela, il convient, selon l'auteur, de se référer aux propos significatifs de l'historien Yvan Lamonde (*Un coin dans la mémoire. L'hiver de notre mécontentement*, 2017): un blocage affectif aurait divisé la conscience politique des Québécois tout au long de leur histoire, ce qui leur aurait forgé des loyautés divisées; l'Église ne susciterait que l'une de ces loyautés. Ne pas en tenir compte, ce serait faire fi des mouvements de révolte autonomistes du XIX^e siècle – comme celui des Patriotes condamnés par l'Église canadienne. Cela équivaldrait à ignorer, de plus, d'autres épisodes de notre histoire, où le droit religieux a prévalu sur le droit civil au détriment de citoyens aspirant à une raison laïcisée.

En somme, dans le Québec contemporain, la formation de l'identité ne constitue pas du tout une question réglée. L'essayiste aurait pu mentionner que certains professeurs donnent les cours du programme ECR sans formation adéquate, de sorte que l'enseignement dispensé ne repose pas toujours sur des fondements solides. Mais, on l'a compris, Sébastien Mussi se concentre sur l'urgence de mettre fin au refus de penser son identité. Car, si nous ne nous connaissons pas nous-mêmes, il sera impossible d'accueillir les nouveaux immigrants dans la société québécoise en leur disant qui nous sommes et en ayant la confiance et l'amitié nécessaires.

Dans tous les endroits du monde, les individus naissent avec une identité. Mais, dans le Nouveau Monde où il y a moins de traditions, il est davantage aisé de s'en extraire. Ce qui ne veut pas dire que, par exemple, l'États-Unien, qui se libère des faibles traditions de l'Amérique, peut se croire quitte envers son

suite de la page 12



passé. Cela vaut pour le Québécois; selon l'écrivain Yvon Rivard, la ligne de partage de la Révolution tranquille ne doit plus nous mener à rejeter le passé; nous devons accepter l'héritage prémoderne, issu de ce Nouveau Monde pauvre en traditions, où les nôtres ont connu domination, pauvreté et fatigue culturelles.

Si, au Québec, la dimension conflictuelle de notre histoire est évacuée du curriculum scolaire, les citoyens ainsi formés garderont présente à l'esprit l'illusion de pouvoir constituer une nation capable de survivre sans État. Mais leur illusion, sans cesse, sera contrariée par l'appréhension que tout cela échoue, sans savoir pourquoi. Il vaut mieux nommer cette peur afin de s'en libérer. Car sinon, la peur, voire le ressentiment risque de s'infiltrer dans l'espace public et de corrompre les rapports dans notre société pluriethnique.

Chose certaine, il faut cesser de taire le choc de 1995. Il faut, au contraire, investir philosophiquement la date du 30 octobre où le «oui» l'a presque emporté, car la fin d'une espérance constitue un traumatisme pour une nation. Il est urgent de remplacer le «nous absent» par un «nous présent» et de penser les idées-forces de notre existence, ce à quoi nous convie Sébastien Mussi, soucieux d'édifier la société qui vient. L'essai est subtil, riche, original; il possède le grand mérite d'être écrit dans une langue assez précise et, en même temps, accessible au citoyen cultivé. ♦

suite de la page 13



Et après avoir connu deux «glissements», «l'effondrement religieux-culturel et la déroute post-référendaire», nous nous retrouvons «tout à coup à cinquante mètres plus bas et dans l'impossibilité pratique de revenir au niveau». Dans *Cité libre* en novembre 1963, Vadeboncoeur cherchait à expliquer «la psychologie de notre action»; en mars 1993, il décrit la mentalité québécoise comme s'étant conformée à une «psychologie frileuse et paralysante». Le «tout pour le tout» aujourd'hui, le refus global hier, n'animent pas cette psychologie.

Hélène Pelletier-Baillargeon, à qui il importe au plus haut point «de garder le feu dans la cheminée», amorce sa correspondance en référant à la page de l'Évangile où trois femmes se mettent en route le matin de Pâques vers le tombeau scellé du Christ en sachant qu'elles n'auront pas la force de l'ouvrir. Elle la clôt en évoquant le docteur Jacques Baillargeon qui vient de prendre sa retraite il y a huit jours et qui fait du pointage électoral pour le Bloc dans Outremont. Elle qui sait que «l'espoir est une denrée périssable» écrit: «Qu'opposer au croyant qui persiste à croire, face au tombeau vide?» ♦



MICHAEL POPLYANSKY

LE PARTI ACADIEN ET LA QUÊTE D'UN PARADIS PERDU

Québec. Les Éditions du Septentrion, 2018, 178 pages

Professeur associé à la Cité universitaire francophone de l'Université de Régina, Michel Poplyansky s'intéresse au nationalisme contemporain et à l'histoire des communautés francophones en milieu minoritaire. Dans sa thèse de doctorat publiée en 2013, l'auteur produit une analyse comparative entre les nationalismes québécois et acadiens de 1960 à 1985. Avec *Le Parti acadien et la quête d'un paradis perdu* il signe ici son premier ouvrage.

D'emblée nous saluons le travail de l'auteur, qui a le mérite de nous offrir la première monographie sur le sujet, de faire découvrir au lecteur cet épisode souvent oublié de l'histoire acadienne. Dans son ouvrage, Poplyansky montre bien l'ancrage traditionnel du nationalisme promu par le Parti acadien (PA) à travers l'étude de l'éphémère trajectoire historique de cette formation politique. Si, à ses débuts, le PA présente une position ambiguë quant au devenir de la nation acadienne, son manifeste et ses prises de position ultérieures s'inscrivent rapidement dans une volonté de recréer l'Acadie perdue, et ce malgré l'important courant de gauche radical qui y militait à ses débuts. En ce sens, en décrivant les différentes phases du nationalisme du PA, l'auteur nous rappelle qu'il n'existait pas d'antinomie entre progressisme et tradition dans le néo-nationalisme d'alors. On réussit aussi à bien saisir les similitudes et les différences entre la vision du devenir national au Québec et en Acadie.

Toutefois, l'ouvrage de Poplyansky présente certaines faiblesses qui limitent sa contribution théorique et peut laisser le lecteur sur sa faim. Dans son introduction, l'auteur annonce l'ambition de son travail qui est de faire une étude de cas sur le Parti acadien en vue d'inscrire son histoire dans un contexte transnational en plus de: «saisir l'hégémonie de l'ordre libéral canadien» (p. 15). Pour ce faire, l'auteur se donne trois objectifs. Inscrire la naissance du PA dans le contexte mondial, analyser le nationalisme dont il s'est fait le promoteur et comprendre les causes de sa disparition. Si Poplyanski décrit bien le nationalisme du PA, il ne réussit pas à expliquer comment son histoire s'inscrit dans une histoire transnationale comme il se proposait de le faire, entre autres parce qu'il limite son analyse à une démarche comparée entre le Québec et l'Acadie sans montrer de quelle façon les trajectoires de leurs courants nationalistes sont similaires aux autres ailleurs en Occident et dans le monde.

Situer ce phénomène dans le contexte de l'éclatement du Canada français, de la disparition de cette référence (F. Dumont) et utiliser la contribution d'Eric Hobsbawm à l'étude des nationalismes aurait permis d'enrichir l'analyse proposée.

Par moment, la démonstration est peu convaincante. À titre d'exemple, dans le dernier chapitre du livre, Poplyansky tente de dégager les dirigeants du PA, dont la dernière cheffe Louise Blanchard, de toute responsabilité en ce qui a trait à la disparition du parti et veut démontrer que sous sa direction le parti a pu jouir d'une plus grande visibilité internationale. Toutefois, au cours des pages qui suivent, il décrit les difficultés fatales vécues par le parti et la faillite de la stratégie du silence adoptée par ses dirigeants et la démobilisation qui s'en suivit sans vraiment expliciter la contribution du rayonnement international du PA à ses succès électoraux. Bref, les faits décrits dans le chapitre vont plutôt dans le sens contraire de ce qui était proposé comme direction à cette section. Qui plus est, il est difficile de voir comment la disparition du parti serait le résultat de l'hégémonie de l'ordre libéral canadien ayant réussi à le mater et non pas le fruit du contexte électoral particulier du Nouveau-Brunswick en 1982. En ce sens, la démonstration aurait bénéficié d'une argumentation plus étoffée.

On aurait aimé que l'auteur élabore davantage sur les dirigeants du parti, leur biographie et leur rôle, le fonctionnement interne, avoir une analyse plus exhaustive des résultats électoraux (qui aurait pu être reproduits en annexe), une chronologie, des descriptions du débat public du Nouveau-Brunswick à l'époque, etc. En somme, si Poplyanski nous offre un survol agréable de l'histoire du PA, le livre n'est pas à la hauteur de l'ambition qu'il s'était donnée et aurait gagné à un travail de recherche et d'édition davantage soutenu.

Louis-Philippe Sauvé

Candidat à la maîtrise en histoire, UQAM